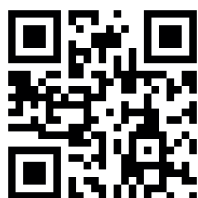


PERSPECTIVES

Macroéconomiques de la

CEMAC

2024 - 2025



AFRICA BRIGHT
SECURITIES



Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC)



	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Taux de croissance (en % du PIB)	-1,5	1,7	3,3	2,3	3,7	3,0
Taux d'inflation (en %)	2,7	1,4	5,3	5,4	4,0	3,3
Solde budgétaire global* (en% du PIB)	-2,0	-1,4	2,5	0,1	-0,3	-1,4
Dette publique(en% du PIB)	57,2	56,0	51,8	53,2	50,9	50,4
Réserves de change (en mois d'exp.)	3,4	3,3	4,4	4,2	4,6	4,2
Solde extérieur courant (en % du PIB)	-0,9	0,5	3,7	-0,4	-0,6	-1,6

Source : Perspectives macroéconomiques Régionales (Afrique subsaharienne), Octobre 2024

La Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) a connu un ralentissement de son économie avec un taux de croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) réel passant de **3,3% en 2022 à 2,3% en 2023**. Ce fléchissement est attribuable à la conjoncture défavorable du secteur primaire (pétrole, manganèse, agriculture...), notamment en Guinée équatoriale et au Gabon. Si certains pays ont réussi à atténuer l'impact de ces chocs grâce à la diversification de leur économie, la région dans son ensemble reste tributaire des fluctuations des cours des matières premières.

Selon le Fonds Monétaire International (FMI), le taux de croissance du **PIB réel devrait connaître une progression de 1,4 point de pourcentage (pp) et s'établir à 3,7% du PIB en 2024** ; les mêmes prévisions anticipent une **baisse de 0,7 point de pourcentage à 3,0% dudit taux de croissance en 2025**, à cause des prévisions à la baisse de l'activité au Gabon et en Guinée-Equatoriale.

La hausse de la pression inflationniste observée sur les économies de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) depuis fin 2021 commence à retomber. Ce recul du niveau des prix est principalement attribuable au resserrement des conditions monétaires par la Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC), à l'évolution favorable des prix des matières premières, ainsi qu'à la reprise progressive de la chaîne d'approvisionnement au niveau mondial.

D'après les données du FMI, **le taux d'inflation dans la Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC) s'est établi à 5,4% au cours de l'année 2023 contre 5,3% en 2022**, soit une progression de 0,1 point de pourcentage en glissement annuel. Les prévisions effectuées par le FMI, anticipent des taux d'inflation respectifs de **4,0% du PIB et 3,3% du PIB au cours des années 2024 et 2025**.

La forte dépendance des pays de la CEMAC aux exportations de matières premières, notamment le pétrole, les a rendus particulièrement vulnérables à la baisse des cours mondiaux en 2023. Cette situation a entraîné une dégradation significative de leurs finances publiques, se traduisant par une **baisse de 2,4 points de pourcentage (pp) de l'excédent budgétaire à 0,1% du Produit Intérieur Brut (PIB)**. Le FMI prévoit une continuité de la dégradation des finances publiques au cours des années 2024 et 2025, avec des déficits budgétaires respectifs de **0,3% du PIB et 1,4% du PIB**.

En lien avec l'évolution défavorable du solde budgétaire et du PIB global, les ratios de la dette se sont dégradés en 2023. Ainsi, la **dette publique s'est établie à 53,2 % du PIB en 2023 contre 51,8 % un an plus tôt**, soit une progression de 1,4 point de pourcentage (pp) en glissement annuel. Les prévisions du FMI tablent sur une amélioration du niveau de la dette publique au cours des années 2024 et 2025, se traduisant par une **baisse du ratio de la dette respectivement à 50,9% et 50,4% du PIB**.

Cameroun



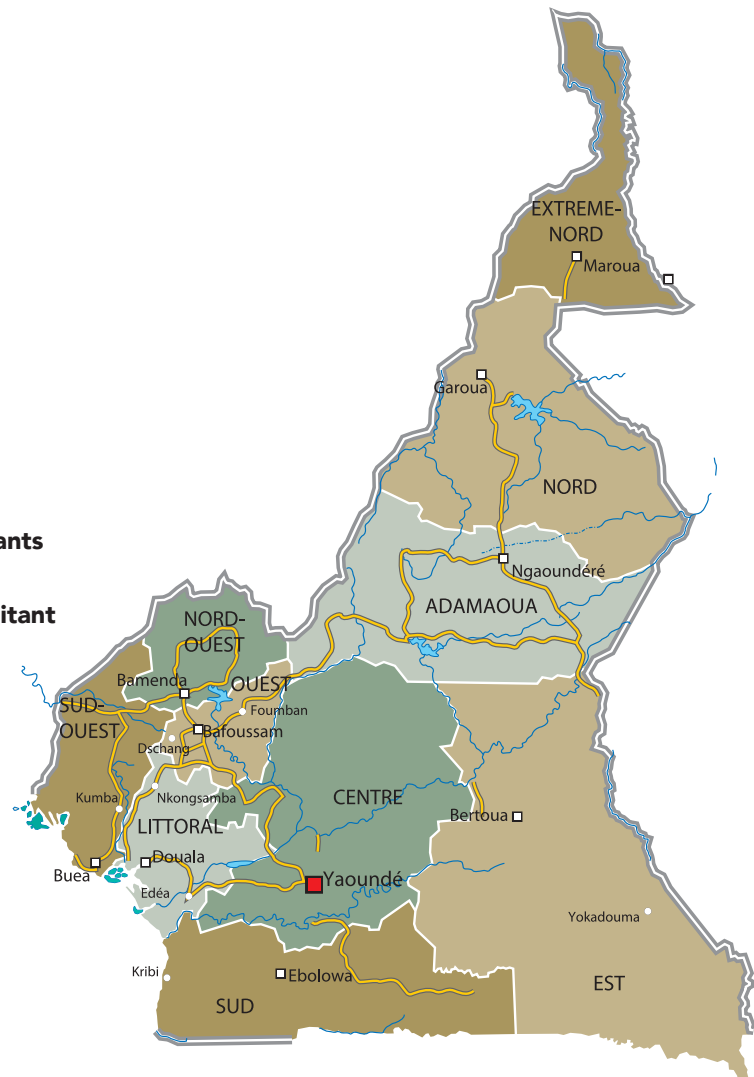
Capitale : **Yaoundé**

Superficie : **474 442 Km²**

Population (2023) : **28,65 Millions d'habitants**

PIB nominal (2023) : **47,95 Milliards USD**

PIB / habitant (2023) : **1 673,65 USD / habitant**



	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Taux de croissance (en % du PIB)	0,5	3,0	3,7	3,9	3,9	4,2
Taux d'inflation (en %)	2,5	2,3	6,3	7,4	4,4	3,5
Solde budgétaire global* (en% du PIB)	-3,2	-3,0	-1,1	-0,6	-0,5	-0,8
Dette publique(en% du PIB)	44,9	47,2	45,6	43,2	40,3	38,3
Réserves de change (en mois d'exp.)	3,4	3,3	4,4	4,2	4,6	4,2
Solde extérieur courant (en % du PIB)	-3,7	-4,0	-3,4	-3,9	-2,8	-3,5

Source : Perspectives macroéconomiques Régionales (Afrique subsaharienne), Octobre 2024

Croissance économique

Le taux de croissance devrait atteindre **3,9% en 2024 et 4,2% en 2025**. Elle sera tirée par les secteurs non pétroliers, notamment l'agriculture, les services, mais aussi grâce aux investissements publics dans les infrastructures énergétiques et routières.

Inflation

Le taux devrait chuter à **4,4% en 2024 et à 3,5% en 2025** en raison du maintien de la stratégie de resserrement de la politique monétaire de la Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC), et de la stabilisation des prix des denrées alimentaires.

Finances publiques

Le déficit budgétaire devrait continuer de reculer pour atteindre 0,5% en 2024 grâce à l'amélioration du système de collecte des impôts, et une meilleure rationalisation des dépenses. En 2025, le déficit devrait enregistrer une **légère hausse de 0,3 point de pourcentage (pp), pour s'établir à 0,8% du PIB**, du fait des dépenses qui resteront importantes en raison notamment des investissements en infrastructures et des subventions sur les carburants.

Plusieurs facteurs pourraient entraver ces prévisions macroéconomiques, notamment la volatilité des prix mondiaux des matières premières et la situation politique du pays, ou encore les conflits à l'international qui ont un impact sur les chaînes d'approvisionnement.

Année	S&P		Fitch		Moody's	
	Note	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective
2020	B-	Stable	B	Négative	B2	Stable
2021			B	Stable		
2022			B	Stable		
2023	CCC+	Stable	B	Stable	Caa1	Stable
2024	B-	Stable	B	Négative		

L'agence de notation Fitch Ratings a confirmé, en novembre 2024, la note « B » de la dette extérieure du Cameroun, avec des perspectives négatives. Cette confirmation de ladite note s'explique par plusieurs facteurs, notamment :

- **La Position extérieure** : le déficit du compte courant s'élèvera en moyenne à **2,8 % du PIB en 2024, contre 3,9 % en 2023**. Il devrait s'établir à **3,5% du PIB en 2025**, car la baisse prévue des exportations pétrolières sera partiellement compensée par l'augmentation des exportations des produits agricoles, et le maintien de sa politique d'import-substitution. Toutefois, les besoins en développement des infrastructures pèseront sur la facture d'importation.
- **Faible flexibilité des financements** : les besoins de financement du Cameroun sont estimés à **5,7 % du PIB en 2024**. Ce besoin **diminuera à 4,7 % en 2025**, en raison de la baisse des déficits de trésorerie et des arriérés de l'Etat. À cause du retard enregistré dans la mise en place de certaines réformes, le Cameroun pourrait ne pas bénéficier d'une ligne de financement de **200 millions USD (0,4% du PIB)** de la Banque Mondiale, il pourra néanmoins compter sur le financement du FMI dans le cadre du programme de Facilité Élargie de Crédit (FEC) et sur les marchés des capitaux de la CEMAC, pour couvrir son besoin de financement.

Congo



Capitale : **Brazzaville**
 Superficie : **342 000 Km²**
 Population (2023) : **6,107 Millions d'habitants**
 PIB nominal (2023) : **15,32 Milliards USD**
 PIB / habitant (2023) : **2 508,82 USD / habitant**



	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Taux de croissance (en % du PIB)	-6,3	1,1	31,87	2,0	2,8	3,7
Taux d'inflation (en %)	1,4	2,0	3,0	4,3	4,0	3,6
Solde budgétaire global* (en% du PIB)	-1,1	1,6	8,9	5,8	3,8	-3,0
Dette publique(en% du PIB)	102,5	97,8	92,5	99,0	93,3	89,0
Réserves de change (en mois d'exp.)	3,4	3,3	4,4	4,2	4,6	4,2
Solde extérieur courant (en % du PIB)	12,6	12,8	17,7	6,4	2,5	2,1

Source : Perspectives macroéconomiques Régionales (Afrique subsaharienne), Octobre 2024

Croissance économique

Le Congo devrait connaître une croissance soutenue, portée par la hausse de la production pétrolière, l'apurement prévu des arriérés de l'État envers les opérateurs économiques nationaux et les investissements dans le secteur gazier. Le taux de croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) devrait ainsi s'accélérer pour atteindre **2,8% en 2024 et 3,7% en 2025**.

Inflation

Le FMI anticipe une diminution progressive du **taux d'inflation en 2024 et 2025, celui-ci devrait s'établir respectivement à 4,0% et 3,6%** ; cependant, ce taux restera légèrement supérieur au seuil de 3,0% fixé par les critères de convergence de la Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC). Ce recul du taux de l'inflation résulte de l'amélioration de l'approvisionnement en denrées alimentaires sur le marché intérieur et du maintien de la stratégie de resserrement de la politique monétaire de la BEAC.

Solde extérieur

Après s'être établi à **17,7% et 6,4% du PIB en 2022 et 2023**, il devrait continuer de diminuer en 2024 et 2025, compte tenu du recul anticipé de la facture des importations, pour atteindre des niveaux respectifs de 2,5% et 2,1% du PIB.

Finances publiques

Le pays devrait enregistrer un **excédent budgétaire de 3,8% en 2024 et 3,0% en 2025** grâce à l'amélioration des recettes publiques et la diminution des dépenses publiques. Cette embellie pourrait être aussi attribuée aux réformes majeures effectuées, notamment en matière de suppression des subventions sur les produits pétroliers entamée en 2022 et 2023.

Malgré une croissance économique prometteuse, l'économie reste confrontée à plusieurs défis. La volatilité des cours du pétrole, les chocs climatiques et l'état sécuritaire des pays de la sous-région pourraient peser sur les performances économiques du Congo.

Année	S&P		Fitch		Moody's	
	Note	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective
2020	CCC+	Stable	CCC			
2021						
2022			CCC+			
2023	B-	Stable				
2024	CCC+	Négatives	CCC+			

En octobre 2024, l'agence de notation Fitch Ratings a confirmé la note de défaut de paiement à long terme en devises étrangères de la République du Congo à « CCC+ ». Cette confirmation s'explique principalement par :

- **La faible gestion de la dette publique :** le Congo présente un historique mitigé en matière de gestion de sa dette publique, avec notamment une dette publique représentant plus **de 90% du PIB**, deux défauts de paiement consécutifs enregistrés sur son seul eurobond en 2016 et 2017 et un important stock d'arriérés principalement domestiques (**24 % du PIB à fin 2023**). Toutefois, le pays a mis en place avec l'aide de certains partenaires notamment le FMI, des réformes et programmes visant l'assainissement budgétaire et la viabilisation de sa dette publique. Ainsi, la dette publique du Congo devrait passer en-dessous de **90% du PIB d'ici 2025** grâce à plusieurs facteurs à savoir: la restructuration de sa dette locale de long terme, l'amélioration de l'efficacité des dépenses publiques, une plus grande transparence, la croissance du secteur non pétrolier.

Gabon



Capitale : **Libreville**
 Superficie : **267 667 Km²**
 Population (2023) : **2,437 Millions d'habitants**
 PIB nominal (2023) : **20,52 Milliards USD**
 PIB / habitant (2023) : **8 420,10 USD / habitant**



	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Taux de croissance (en % du PIB)	-1,8	1,5	3,0	2,4	3,1	2,6
Taux d'inflation (en %)	1,7	1,1	4,3	3,6	2,1	2,2
Solde budgétaire global* (en% du PIB)	-2,2	-1,9	-0,9	-1,9	-3,9	-6,5
Dette publique(en% du PIB)	78,2	68,4	65,6	72,1	73,3	80,0
Réserves de change (en mois d'exp.)	3,4	3,3	4,4	4,2	4,6	4,2
Solde extérieur courant (en % du PIB)	-0,5	3,5	10,9	5,4	5,1	3,1

Source : Perspectives macroéconomiques Régionales (Afrique subsaharienne), Octobre 2024

Croissance économique

Le dynamisme du secteur extractif (hausse de la production de pétrole, de manganèse et de fer) et du secteur agricole (développement de l'exploitation de bois), couplé aux efforts de l'État en matière d'infrastructures, devraient stimuler la croissance économique, avec un taux de croissance du **PIB qui devrait atteindre 3,1% en 2024 et 2,6% en 2025**.

Inflation

La politique monétaire restrictive mise en œuvre par la banque centrale devrait permettre à l'inflation de revenir en dessous de l'objectif de 3% fixé par la CEMAC, pour atteindre respectivement **2,1% et 2,2% en 2024 et 2025**.

Solde extérieur

La hausse prévue des cours du manganèse, du bois et d'autres matières premières exportées devrait contribuer à l'amélioration du solde courant, qui devrait être **de 5,1% du PIB en 2024**; toutefois on note une décélération dudit **taux en 2025 qui devrait s'établir à 3,1%**.

Finances publiques

L'accroissement des dépenses publiques liées aux salaires et aux investissements, et le maintien de certaines subventions énergétiques devraient peser sur les finances publiques, entraînant une détérioration du **déficit budgétaire à 3,9% et 6,5% du Produit Intérieur Brut (PIB) respectivement en 2024 et 2025**.

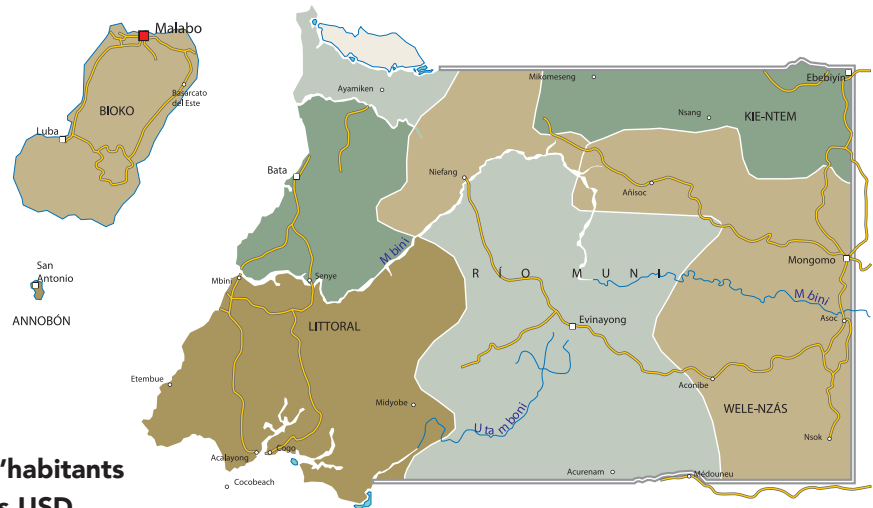
La pérennité de ces résultats économiques dépendra de la stabilité politique et institutionnelle du pays. La capacité à mobiliser des fonds, l'état des infrastructures de transport, et la situation géopolitique mondiale, pourraient également influencer la croissance à court terme.

Année	S&P		Fitch		Moody's	
	Note	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective
2020			CCC	Stable	Caa1	Stable
2021			B-	Stable		
2022			B-	Positive		
2023						
2024	B-		CCC+		Caa2	Stable

L'agence de notation Fitch Ratings a dégradé, en novembre 2024, la note de crédit à long terme en devises étrangères du Gabon de "B-" à "CCC+". Cette dégradation s'explique notamment par les facteurs suivants :

- **Les risques de liquidité :** la dégradation à "CCC+" reflète les risques croissants pesant sur la capacité de remboursement de la dette, et sur la capacité du Gabon à mobiliser des financements adéquats (flexibilité et conditions) sur le marché obligataire régional compte tenu de la hausse des dépenses prévues par le gouvernement de transition.
- **Options de financement limitées :** Fitch Ratings entrevoit un déficit de financement en 2025 pour le Gabon, en raison de l'incertitude présente sur les perspectives de refinancement de l'Etat. Ce déficit pourrait être comblé par un prélèvement sur les dépôts du pays, un financement négocié avec les banques commerciales ou encore faire l'objet d'une hausse d'arriérés de paiements.

Guinée-Équatoriale



Capitale : **Malabo**
 Superficie : **28 051 Km²**
 Population (2023) : **1,715 Million d'habitants**
 PIB nominal (2023) : **12,12 Milliards USD**
 PIB / habitant (2023) : **7 066,62 USD / habitant**

	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Taux de croissance (en % du PIB)	-4,8	0,9	3,7	-6,2	5,8	-4,8
Taux d'inflation (en %)	4,8	-0,1	4,9	2,5	4,0	2,5
Solde budgétaire global* (en% du PIB)	-1,8	2,7	11,8	2,5	3,0	0,3
Dette publique(en% du PIB)	49,4	42,3	30,2	37,4	35,1	35,6
Réserves de change (en mois d'exp.)	3,4	3,3	4,4	4,2	4,6	4,2
Solde extérieur courant (en % du PIB)	-0,8	4,2	2,1	-0,8	-0,4	-2,7

Source : Perspectives macroéconomiques Régionales (Afrique subsaharienne), Octobre 2024



Croissance économique

L'économie équato-guinéenne devrait être confrontée à une **croissance transitoire en 2024 avant d'enregistrer une nouvelle récession en 2025, avec une prévision du taux de croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) respectivement de 5,8% et -4,8% du PIB**. L'évolution du PIB de la Guinée-Equatoriale est principalement liée aux prévisions de production des hydrocarbures dont celle-ci est tributaire; néanmoins, il est important de souligner que de nouveaux projets gaziers pourraient offrir une perspective de redressement à partir de 2025.

Inflation

Avec la suppression des subventions aux carburants, le taux d'inflation devrait bondir en **2024 pour atteindre 4,0% et se situerait au-dessus du seuil de 3,0%** défini par les critères de convergences de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC). Toutefois, cette tendance devrait s'inverser et passer en-dessous dudit seuil, d'après les données du Fonds Monétaire International (FMI), avec un taux d'inflation qui s'établirait à 2,8% en 2025.

Finances publiques

La mobilisation accrue des recettes non pétrolières permettra d'atteindre **un excédent budgétaire de 3,0% du PIB en 2024**. Toutefois, les prévisions du FMI pour l'année 2025 démontrent que cette tendance devrait s'estomper, avec une baisse significative dudit excédent à 0,3% du PIB. Ce repli de l'excédent budgétaire serait principalement dû aux prévisions à la baisse des recettes pétrolières.

La dette publique

La dette publique du pays s'est établie à **37,4% du PIB en 2023 contre 30,2% en 2022**, soit une hausse de 7,2 points de pourcentage en glissement annuel, sous l'effet de la dette intérieure qui représente plus de 70% de l'encours global. Le risque de surendettement restera modéré avec la stabilisation du **taux d'endettement autour de 35,0% avec des prévisions de 35,1% pour 2024 et 35,6% pour 2025**.

Solde extérieur

Le déficit structurel de la balance des services et des revenus, couplé à une baisse anticipée des recettes des exportations pétrolières, devrait entraîner une dégradation continue du solde extérieur courant, qui afficherait ainsi un déficit de **0,4% et 2,7% du PIB respectivement en 2024 et 2025**.

La réalisation de ses performances économiques serait conditionnée principalement par le niveau de fluctuation des prix du pétrole sur les marchés internationaux, associé au vieillissement des champs pétroliers.

République Centrafricaine (RCA)



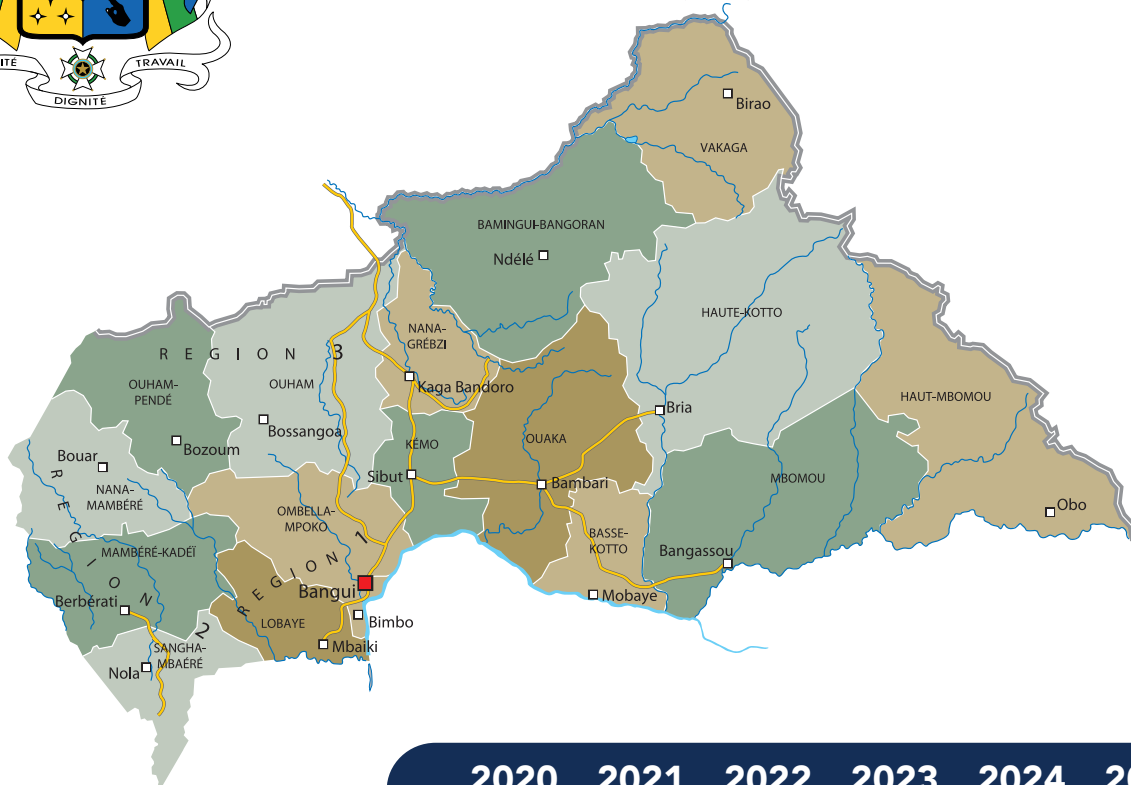
Capitale : **Bangui**

Superficie : **623 000 Km²**

Population (2023) : **5,742 Millions d'habitants**

PIB nominal (2023) : **2,555 Milliards USD**

PIB / habitant (2023) : **445,03 USD / habitant**



	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Taux de croissance (en % du PIB)	1,0	1,0	0,5	0,7	1,4	2,9
Taux d'inflation (en %)	0,9	4,3	5,6	3,0	4,7	4,6
Solde budgétaire global* (en% du PIB)	-3,4	-6,0	-5,3	-3,6	-3,1	-1,8
Dette publique(en% du PIB)	44,4	48,5	51,0	57,6	57,4	55,4
Réserves de change (en mois d'exp.)	3,4	3,3	4,4	4,2	4,6	4,2
Solde extérieur courant (en % du PIB)	-8,2	-11,2	-12,9	-8,8	-8,6	-6,9

Source : Perspectives macroéconomiques Régionales (Afrique subsaharienne), Octobre 2024



Croissance économique

L'économie centrafricaine devrait poursuivre sa progression graduelle, avec un taux de croissance qui devrait s'établir à **1,4% et 2,9%** du Produit Intérieur Brut (PIB) respectivement en 2024 et 2025. Cette progression de la situation économique de la RCA, résulterait des perspectives prometteuses des activités extractives (or et diamants) et agricoles (bois, agriculture vivrière), ainsi que la levée partielle de l'embargo sur l'exportation des diamants.

Inflation

Le taux d'inflation devrait bondir en 2024 pour atteindre **4,7%, soit 1,7 point de pourcentage** au-dessus du critère de convergences défini par la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC).

Finances publiques

La RCA a mis en œuvre un programme de réformes ambitieux soutenu par le Fonds Monétaire International (FMI), visant à renforcer la mobilisation des recettes fiscales, notamment grâce à la modernisation de l'administration fiscale et à l'élargissement de l'assiette fiscale. D'après les prévisions du FMI, ces différentes mesures auront un impact positif sur le solde budgétaire, le déficit budgétaire devrait ainsi passer de **3,6% du PIB en 2023 à 3,1% du PIB en 2024**, puis à **1,8% PIB en 2025**.

Le taux d'endettement

Le taux d'endettement public de la RCA a connu une augmentation significative en 2023, passant de **51,0% en 2022 à 57,6%** du PIB. Bien qu'une très légère amélioration soit prévue pour **2024 avec un ratio dette/PIB de 57,4%**, le niveau d'endettement devrait enregistrer un recul plus important en 2025, pour s'établir à **55,4% du PIB**. La dépendance de la RCA vis-à-vis des créanciers étrangers, qui représentent plus des trois quarts de la dette publique, constitue une vulnérabilité majeure (en cas de chocs externes) qui augmente ainsi le risque de surendettement.

Solde extérieur

Le déficit commercial de la RCA est structurel et s'explique par une faible diversification de l'économie, une dépendance aux importations de biens de consommation et des services, ainsi que l'accroissement des dépenses d'investissement donnant lieu à des importations. Celui-ci **s'établira à 8,6% et 6,9% du PIB respectivement en 2024 et 2025**. On note toutefois, une réduction de ce déficit en 2025 grâce au dynamisme des exportations et à la baisse des prix au niveau mondial (notamment ceux des produits pétroliers).

Les principaux risques qui pourraient entraver ces perspectives portent sur la situation sécuritaire du pays notamment en province, le niveau de mise en œuvre des différentes réformes budgétaires et politiques, ainsi que les programmes agricoles du pays.

Tchad



Capitale : **N'Djamena**

Superficie : **1 248 000 Km²**

Population (2023) : **18,28 Millions d'habitants**

PIB nominal (2023) : **13,15 Milliards USD**

PIB / habitant (2023) : **719,38 USD / habitant**



	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Taux de croissance (en % du PIB)	-2,1	-0,9	3,6	4,9	3,2	3,8
Taux d'inflation (en %)	4,5	-0,8	5,8	4,1	4,9	3,7
Solde budgétaire global* (en% du PIB)	1,2	-1,5	4,2	-1,3	-0,7	-2,6
Dette publique(en% du PIB)	41,2	42,4	34,5	32,5	31,5	32,4
Réserves de change (en mois d'exp.)	3,4	3,3	4,4	4,2	4,6	4,2
Solde extérieur courant (en % du PIB)	-2,8	-1,8	5,5	-0,9	-1,7	-2,5

Source : Perspectives macroéconomiques Régionales (Afrique subsaharienne), Octobre 2024

Croissance économique

Les prévisions économiques restent positives, avec un taux de croissance du **PIB anticipé de 3,2% en 2024 et de 3,8% en 2025**, principalement tirées par la vigueur du secteur pétrolier. Les revenus issus de l'activité pétrolière seraient ainsi à l'origine de l'accroissement attendu de la demande intérieure, car ils permettront à l'Etat de financer son programme d'investissement décliné dans le nouveau plan national de développement 2024-2028.

Inflation

La **pression inflationniste devrait perdurer en 2024 et 2025, avec des taux respectifs de 4,9% et 3,7%, supérieurs au taux de 3,0%**, fixé par les critères de convergences de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC). La hausse du niveau d'inflation en 2024 serait notamment due à la baisse de la production agricole causée par les inondations qu'a subi le pays dans la même année.

Solde extérieur

La balance des paiements devrait également afficher des résultats négatifs, avec **un déficit courant de 1,7% du PIB en 2024 et de 2,5% en 2025**. Cette situation pourrait résulter de l'accroissement des importations liées aux produits alimentaires et aux investissements à réaliser.

Finances publiques

Le solde budgétaire devrait afficher des résultats négatifs au cours des prochaines années, avec un déficit budgétaire respectivement de **0,7% et 2,6% du PIB en 2024 et 2025**, du fait notamment d'importants projets d'investissement en infrastructures (transport, énergie, éducation, santé...).

Les principaux risques sur les perspectives du Tchad portent principalement sur la volatilité des cours du pétrole, la situation géopolitique au niveau mondial et régional, le changement climatique ou encore ou encore d'éventuelles tensions politiques.

Année	S&P		Fitch		Moody's	
	Note	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective
2024	B-	Stable	B-	Stable		

L'agence de notation Standard & Poor's (S&P) a confirmé, en octobre 2024, la note de « B- » de la dette extérieure du Tchad, avec des perspectives Stables. Cette notation tient son origine de plusieurs facteurs notamment:

- **Une faible charge de la dette publique :** les prévisions du taux d'endettement du Tchad restent les plus faibles des pays de la zone. Il devrait s'établir autour de **32% en 2024 et 2025**. En outre, le poids des intérêts sur l'encours total de la **dette était de 3,2% à fin 2023**, avec une maturité moyenne d'environ **5,9 ans** (S&P).
- **Une structure favorable de la dette extérieure :** selon S&P, la **dette extérieure représenterait environ 53% de l'encours total de la dette publique**, et est composée majoritairement de prêts concessionnels. **La dette commerciale qui représente environ 12% de la dette extérieure**, est relative à un prêt obtenu sur la base d'un préfinancement de la part du négociant de matières premières Glencore.



AFRICA BRIGHT
SECURITIES

CONTACTEZ-NOUS:

316 Immeuble Victoria, 4e et 5e étage
Rue Victoria, Bonanjo Douala
+237 233 43 06 24
contact@africabright.com



www.africabright.com